

# L'ESPOIR

HAUTE-VIENNE

Dispensé de timbrage

Limoges C.T.C.

**P**  
**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE  
DÉPOSÉ LE 28/02/2006

Mensuel - N° 268 - Février 2006 - Fédération Socialiste de la Haute-Vienne - 9, Boulevard de la Cité - 87000 LIMOGES  
e-mail : ps87@wanadoo.fr Téléphone 05 55 34 49 86 Télécopie 05 55 32 16 51

## Mot du Premier secrétaire

# PARITÉ : la Fédération de la Haute-Vienne est exemplaire !

En 2000, le gouvernement de Lionel Jospin a fait voter une loi destinée à «mettre pleinement en application le principe de parité lors des prochaines élections». Les Partis politiques sont donc très fortement incités à présenter aux élections, notamment législatives, autant de femmes que d'hommes, sous peine de voir diminuer de manière importante leur part de financement public.

Tous les députés socialistes, et c'est à leur honneur, ainsi que d'autres, ont voté ce texte, qui n'a d'ailleurs été appliqué que de manière très inégale aux législatives de 2002.

La motion de synthèse du congrès du Mans a décidé que notre Parti, pour les prochaines législatives, ferait un effort particulier en faveur des candidatures de nos camarades femmes. Cette décision a été confirmée par le Conseil national et le Bureau national à plusieurs reprises. En conséquence, dans les circonscriptions où le sortant n'est pas socialiste, seules des camarades femmes pourront se présenter à la désignation. Il va sans dire que là où une femme est sortante, seule une femme peut être candidate.

Le Conseil fédéral, réuni le 16 février, a accepté, à une forte majorité, que notre Fédération se plie à cette règle et donc ne demande pas de dérogation au Conseil national – dérogation qui, d'ailleurs, n'aurait eu pratiquement aucune chance d'être accordée.

Ainsi, dans la 1<sup>re</sup> circonscription, la seule à être actuellement représentée par un député non socialiste, il n'y aura que des camarades femmes à concourir pour la désignation\*.

Le Conseil fédéral a également décidé qu'aucun parachutage ne serait toléré, ni, à plus forte raison, une candidature d'un(e) représentant(e) d'une formation alliée – il y a eu dans le passé, dans certains départements, des circonscriptions réservées aux Verts et au PRG, et cela se reproduira en 2007- ; il sera également demandé à la direction nationale qu'en ce qui concerne la réservation des circonscriptions au titre de la parité, toutes les fédérations soient traitées de la même manière.

Une fois de plus, notre fédération se conduit de manière exemplaire. Elle saura le dire -et le rappeler- lorsque viendra le temps, non pas des récompenses, mais de la juste répartition des fruits du sacrifice, du travail et des résultats !

JPD

\* Marie-Françoise Pérol-Dumont, très élégamment, a demandé à la direction nationale que la circonscription qu'elle représente ne soit pas réservée.

## Devoir de mémoire

A propos des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire d'Outreau et plus particulièrement à la suite de l'audition du Juge d'Instruction BURGAUD, de nombreuses réactions ont été enregistrées. Chacun, à l'occasion des retransmissions télévisées, a pu se faire une opinion tout à la fois sur l'affaire elle-même et sur le fonctionnement de l'institution judiciaire. Une chose est sûre, c'est que si sous le Gouvernement JOSPIN et sa majorité de gauche à noyau socialiste, on n'avait pas fait voter la loi du 15 juin 2000 dont un article ouvre la possibilité de l'appel en matière criminelle, les victimes de cette très lourde erreur judiciaire seraient toujours en prison et pour de très longues années.

Le seul problème, c'est que lorsque cette loi fut votée, promulguée, puis publiée (Journal Officiel du 16 juin 2000, page 9038), l'opposition de droite de l'époque, R.P.R.-U.D.F., n'avait pas eu de mots assez durs pour la dénoncer comme antisécuritaire avec l'appui de quelques organes de presse parisiens (relire notamment le Figaro de cette période).

Alain RODET

# Union Régionale du P.S.

Réunis à Limoges, le 10 février dernier, les délégués de l'Union régionale, désignés dans chacune des 3 fédérations, ont mis en place l'Union régionale conformément aux statuts du Parti.

L'Union régionale a, entre autres, pour missions :

- L'élaboration du programme régional du Parti avant chaque élection régionale en liaison avec le premier des socialistes désigné.
- La fixation de la position et des propositions du parti sur les différents schémas d'aménagement régional ainsi que sur les programmes régionaux de défense de l'environnement.
- De mener le débat entre les militants, les fédérations et le groupe socialiste du Conseil régional.

Lors de cette réunion, l'Union régionale a mis en place le Comité régional et a procédé à l'élection de son secrétaire. Cette fonction, tournante, devait être confiée à un corrézien.

C'est Jean-Claude DARMENGEAT qui a été désigné.

## Composition de l'Union régionale :

### Haute-Vienne :

AUDOUZE Gérard  
BEAUBATIE Catherine  
BROUILLE Bernard  
COUDRIER Claude  
LAFAYE Laurent  
MATHIEU Hugues  
NEBOUT Martine  
PEYRONNET Jean-Claude  
ROTZLER Sandrine  
THOMAS Jean-Claude

### Corrèze :

BOUSSEYROL Elie  
CALMON Jacques  
CHAUVIGNAT Jean-Claude  
DARMENGEAT Jean-Claude  
NANGERONI Carole

### Creuse :

CEDELLE Serge  
LOZACH Jean-Jacques  
MUGUAY Jean-François  
NICOUX Renée  
VAUGELADE Sylvie

Les Premiers Secrétaires fédéraux, le Président du Conseil régional et le Président du groupe socialiste au Conseil régional sont membres de droit de l'Union régionale.

## NECROLOGIE

### SECTION AUTHIER-MONTJOVIS

## Décès de notre camarade Yvonne Grammont

Yvonne nous a quittés discrètement comme elle a toujours vécu et nous sommes nombreux depuis ce triste 6 février à nous sentir orphelins.

De son éducation, de son métier de décalqueuse sur porcelaine, Yvonne avait gardé le goût du travail bien fait jusqu'à la perfection qu'elle déclinait aussi bien dans l'art du jardinage et de la cuisine, deux domaines où elle excellait, que dans son implication militante sans faille au sein de notre parti auquel elle avait adhéré il y a plus de 20 ans. Pas une réunion, pas une distribution de tracts,

pas une mise sous pli, pas une campagne électorale n'échappait à la participation d'Yvonne et Maurice, son époux, car chez les Grammont le socialisme est aussi une affaire de famille.

Inconditionnelle de Lionel Jospin, dont elle a toujours revendiqué l'action et le bilan, Yvonne laissera le souvenir d'une militante exemplaire. Son départ crée un grand vide dans notre section et dans la vie de celles et ceux qui avaient le bonheur d'être ses amis.

**Marie-Françoise PEROL-DUMONT**

# VIE DE LA FÉDÉRATION

## ■ Le Parti mobilisé pour la préparation de son Projet

Le congrès du Mans s'est achevé avec une feuille de route claire adressé par François Hollande à l'ensemble du Parti : préparer le projet des Socialistes.

Dès le début de cette année, une commission nationale du projet s'est mise en place et se réunit chaque semaine. Sa mission est de préparer l'ébauche de ce que sera le texte soumis aux militants en prenant pour base de travail la motion de synthèse adoptée au Mans. Ses travaux sont également irrigués par l'ensemble des commissions thématiques nationales.

Parallèlement seront organisés 8 États généraux qui auront pour vocation de confronter nos idées avec les citoyens, les forces syndicales et associatives. Ouverts sur la société, ils seront précédés par la parution dans l'hebdo des socialistes d'un texte lié au thème abordé qui servira de support aux échanges. Ces textes pourront bien sûr être discutés dans les sections qui le souhaitent.

Au plan local, une commission fédérale du projet sera chargée d'assurer la coordination entre toutes les initiatives, qu'ils s'agissent de celles des commissions ou bien sûr des sections. Chacun est bien sûr libre d'apporter sa contribution à ce travail qui permettra collectivement aux socialistes d'indiquer leur vision de l'avenir.

Ce processus s'achèvera à la fin du mois de mai par l'élaboration d'un texte qui sera soumis au vote des militants début juin. Une convention nationale de ratification permettra de commencer à le porter auprès de nos concitoyens afin de leur montrer qu'une autre politique est possible pour notre pays. L'enjeu est immense, le contexte socio-économique nous oblige à un devoir de lucidité, mais notre ambition doit bien être de proposer des choix fondés sur nos valeurs et qui refusent toute fatalité.

**Laurent LAFAYE**, Secrétaire fédéral.

## ■ Nouveaux délégués fédéraux

**Gérard BOURLIAUD** : Délégué fédéral à l'Europe

**Laure SARRAZY** : Déléguée fédérale aux Sports

## ■ Rappel : rejoignez les Commissions fédérales !

Les Commissions sont les suivantes :

- Agriculture, agroalimentaire
- Citoyenneté, Questions de Société
- Culture
- Droits de l'homme, Laïcité
- Education, Formation professionnelle
- Enseignement supérieur et Recherche
- Entreprises, Services publics
- Environnement, Développement durable
- Femmes
- Formation des militants
- International - Europe
- Nouvelles technologies
- Santé, Protection sociale, Handicap
- Sports

Pour faire vivre ces commissions, leurs animateurs ont besoin de militants motivés. Si vous souhaitez rejoindre l'une d'entre elles, contacter le secrétariat de la Fédération.

**Les responsables fédéraux et les élus sont à votre disposition pour animer des réunions. Merci de vous adresser au siège de la Fédération.**

# QUESTIONS D'ACTUALITÉS

## Ne nous laissons pas bernier par les vrais faux arguments du gouvernement de De Villepin

Ne nous laissons pas bernier par les vrais faux arguments produits par les «Spin doctors» au service du gouvernement, arguments visant à nous faire croire que la politique mise en œuvre par les gouvernements RAFFARIN/VILLEPIN a produit un effet positif sur la baisse du chômage. Souvenez-vous chers camarades, en son temps, le premier ministre RAFFARIN avait annoncé cette baisse du chômage. A cette époque, il faisait déjà allusion, en fait à une baisse mécanique.

En effet, il est notoire que les 2 gouvernements qui ont succédé à celui de Lionel JOSPIN nous racontent et nous ont toujours raconté des contre-vérités sur le marché de l'emploi.

Actuellement, le gouvernement VILLEPIN se targue d'avoir baissé le chômage. Effectivement il y a une baisse du nombre de personnes inscrites à l'ANPE mais où sont les nouveaux emplois créés ? Tous les spécialistes s'accordent à dire que cette baisse du chômage ne se traduit pas par un regain significatif des créations d'emplois. En effet, les créations d'emplois qui accompagnent et expliquent habituellement tout recul sensible du nombre de demandeurs d'emplois, semblent faire défaut.

En réalité, contrairement aux affirmations du gouvernement, 3 raisons principales concourent à cette baisse.

**Des raisons démographiques** : la baisse du chômage s'explique sans doute aussi par de nombreux départs à la retraite des premières générations du «baby-boom». En effet, lorsque ces départs sont remplacés par des chômeurs, il ne s'agit pas de créations d'emplois. Dans ce cas, il y a bien baisse du chômage mais sans hausse de l'emploi.

**Le reflux de la population en âge de travailler** : la décélération de la croissance de la population active favorise une décreue mécanique du nombre de demandeurs d'emplois.

**Les contrats aidés** : mise en place d'une panoplie des contrats aidés : Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi (CAE), Contrat d'Avenir (CA), Contrat d'Insertion - Revenu Minimum d'Activité (CI-RMA),... destinés prioritairement aux chômeurs de longue durée, aux bénéficiaires des minima sociaux et aux jeunes sans formation.

La droite a mis à mal la politique des emplois jeunes mis en place par le gouvernement de Lionel JOSPIN. Quoi qu'on en dise, les emplois jeunes avaient non seulement permis à leurs bénéficiaires d'avoir un pouvoir d'achat et donc des facultés à se projeter en terme de réalisation de projet (travail à temps plein pour la plupart plus sur une durée de 5 ans) mais aussi à soutenir et accompagner la croissance d'où les créations d'emplois.

Dans la plupart des écoles, ces emplois jeunes ont été remplacés par des «emplois vie scolaire». des CDD de 6 à 12 mois généralement à mi-temps pour une durée de 20 heures hebdomadaire. Ceci montre bien que ce gouver-

nement traite le fléau du chômage des jeunes par la précarité car un travail de 20 heures par semaine qui plus est pour une durée relativement courte ne permet guère à son bénéficiaire de pouvoir se projeter.

La tendance actuelle fait qu'une grande majorité des personnes ayant bénéficié de ces contrats précaires deviennent ou deviendront des Rmistes à l'issue des 7 à 23 mois d'indemnisation au titre de l'Allocation de Retour à l'Emploi (ARE). Il est important de souligner que, pendant que ces personnes sont en emploi vie scolaire, elles ne sont pas comptabilisées sur les statistiques mensuelles du nombre de demandeurs d'emplois. Ceci aussi concourt à la baisse du taux de chômage.

Il est également à souligner que le gouvernement oublie de se vanter de l'accroissement de nombre de bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) qui est la conséquence de la politique qu'il met en œuvre. Contrairement à la baisse de chômage clamée par le gouvernement de VILLEPIN, celle de Lionel JOSPIN s'était accompagnée d'une importante création d'emplois et par conséquent d'une relative baisse des bénéficiaires des minima sociaux.

A la panoplie des contrats aidés, le gouvernement a ajouté des dispositifs spécifiques, le Contrat Nouvelle Embauche (CNE), et voudra faire passer de force le Contrat Première embauche (CPE). Concernant le Contrat Nouvelle Embauche, contrat destiné aux entreprises de moins de 20 salariés, depuis leur création en août 2005 à ce jour ; il n'est pas possible de faire un bilan de leur impact sur l'emploi en raison de l'absence d'information sur les éventuels effets de substitution entre les CNE et les contrats traditionnels. Même le gouvernement n'est pas en mesure de nous donner le chiffre approximatif d'emplois créés par le CNE.

En tant que socialistes, nous ne pouvons laisser ce gouvernement persister dans sa politique dévastatrice en matière d'emploi (bien entendu également dans d'autres domaines, exemple : santé, retraite, ...). Pour ce faire, autour de nous, nous nous devons de réagir vigoureusement en démontant un par un les vrais faux arguments développés par le gouvernement mais aussi dire à nos concitoyens ce qu'il en est réellement concernant cette prétendue baisse de chômage.

Comme nous le savons tous, il apparaît que beaucoup de nos concitoyens ont une forte attente vis-à-vis de la gauche en général et du Parti Socialiste en particulier. Ils se posent des questions sur la politique que nous comptons mettre en place, ce que nous proposerons dans une perspective d'alternative. A nous tous désormais de nous mobiliser pour répondre à ces attentes.

**Zéphirin MOWENDABEKA,**

Délégué fédéral chargé de la formation professionnelle.

## ■ Unis contre la précarité et l'exclusion

Près de 4 000 personnes ont participé à la manifestation du 7 février à Limoges pour le retrait du Contrat Première Embauche, la défense du CDI et du droit du travail. De nombreux militants et élus du PS ainsi que des militants du MJS, se sont joints à cette manifestation pour défendre les acquis sociaux mis en place par la gauche.

Dans la rue mais aussi au Parlement, les socialistes s'opposent fermement à ce «Contrat Précarité Exclusion» qui représente un danger pour le pacte social de notre pays. La droite n'a qu'un crédo : précarité pour les salariés, avantages pour les employeurs. C'est ici la possibilité de rompre un contrat sans motif à tout moment pendant deux ans, plus des exonérations de cotisations patronales pendant trois ans.

Le CPE, comme le Contrat Nouvelle Embauche (CNE), est un nouveau coup porté au code du travail que la droite s'applique à démanteler depuis près de quatre ans. C'est la mort du CDI. Les jeunes sont touchés aujourd'hui, mais demain il s'agira de tous les salariés.

La loi sur l'égalité des chances incluant le **CPE a été adopté sans vote**, en première lecture, le vendredi 10 février par l'Assemblée, en vertu de l'article 49.3 de la Constitution. Cette méthode s'inscrit dans la continuité de ce que fait le gouvernement depuis plusieurs mois. Il tourne le dos au débat démocratique et au dialogue social.

Nous, socialistes, proposons pour combattre le chômage des jeunes, le rétablissement des emplois jeunes dans le secteur public, et pour ceux sans qualification un contrat emploi-formation à durée indéterminée. Pour tout le monde, l'embauche directe en CDI sera facilitée par un nouveau calcul des cotisations patronales, les employeurs paieront moins de cotisations quand le contrat est à durée indéterminée et davantage quand il s'agit d'intérim ou de CDD.

Contre les attaques continues à notre modèle social, nous appelons à une forte mobilisation dans les semaines à venir pour dénoncer les méthodes et le choix de société imposé par ce gouvernement de droite.

**Arnaud BOULESTEIX**, Secrétaire Fédéral.

## ■ Salaires de la fonction publique : le compte n'y est pas

Les Socialistes haut-viennois étaient nombreux le jeudi 2 février dernier à défiler sous leurs bannières syndicales pour tenter de faire comprendre au gouvernement qu'en matière de salaires de la Fonction Publique le compte n'y est pas.

En effet, la proposition du Ministre de la Fonction Publique d'augmenter les salaires des fonctionnaires de 0,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2006 est absolument inacceptable dès lors que la prévision d'inflation 2006 est de 1,8 % de l'aveu même du Gouvernement.

Alors que sous le gouvernement Jospin les salaires des fonctionnaires avaient été préservés des effets de l'inflation, depuis 2002, leur pouvoir d'achat a diminué de 6%, ce qui démontre le mépris profond qu'à la Droite pour les agents de la Fonction Publique. De plus, culpabiliser ces mêmes fonc-

tionnaires en les rendant responsables des déficits publics est une véritable imposture.

Au delà des revendications salariales, nous dénonçons le projet de non remplacement d'un départ à la retraite sur deux des fonctionnaires. Nous sommes au contraire depuis longtemps favorables à une refonte de la Fonction Publique qui porte les besoins collectifs des Français et de ses territoires. Cette refonte devra se réaliser en concertation avec les agents et leurs représentants syndicaux.

C'est pourquoi, la Fédération socialiste de la Haute-Vienne restera vigilante et appellera l'ensemble de ses militants à participer aux manifestations tendant à maintenir une Fonction Publique de qualité pour des services publics adaptés aux besoins de tous.

**Stéphane DESTRUHAUT**, Secrétaire Fédéral.

## ■ II<sup>e</sup> Rassemblement des Secrétaires de Sections

Malgré les conditions climatiques difficiles ayant empêché le gros des troupes de la Haute-Vienne de se rendre sur place, une délégation d'une dizaine de camarades a assisté au II<sup>e</sup> Rassemblement des Secrétaires de Sections. Ce rendez-vous, désormais traditionnel, s'est tenu le 29 janvier dernier à la salle de la Mutualité à Paris.

Trois thématiques ont été abordées lors des débats :

### ■ La multiplication des adhésions :

L'ambition du Parti Socialiste est d'accroître le nombre et la diversité de ses adhérents. Dorénavant, il sera possible d'adhérer directement via le site Internet du PS. Il a également été demandé à chaque militant socialiste de s'engager à faire adhérer au moins une personne pour venir grossir nos rangs, afin que notre parti se modernise et soit au plus proche des préoccupations des Français.

### ■ Le projet :

Dans le cadre des Etats Généraux du PS, il a été décidé la mise en place de huit assemblées thématiques, afin d'élaborer notre projet. Des rendez-vous sont déjà programmés à Marseille, Lyon, Bordeaux, Rennes, Strasbourg, Lille et Toulouse. Les deux premières rencontres seront organisées sur les thèmes suivants :

- Emploi, pouvoir d'achat et croissance ;
- Egalité.

Enfin, le projet socialiste sera adopté par les militants début juin.

### ■ La riposte au Contrat Première Embauche :

Le retrait du CPE est une exigence primordiale des prochaines semaines. Ce nouveau dispositif augure le démantèlement pur et simple du code du travail. C'est pourquoi une campagne nationale est mise à disposition dans les fédérations.

La journée a été conclue par notre Premier Secrétaire, François HOLLANDE, qui a, d'ores et déjà, annoncé cinq propositions relatives à l'éducation :

- L'école obligatoire pour les enfants âgés de trois ans ;
- L'accompagnement individualisé pour tout élève du primaire ;
- L'accès aux meilleures écoles de la République pour une part des élèves de chaque lycée ;
- La dépense par étudiant mise à niveau de la dépense par lycéen ;
- La création d'un compte individuel à la formation tout au long de la vie.

Les réflexions de ce rassemblement annuel laissent entrevoir les prémices du projet socialiste, un projet rétablissant les conditions de la solidarité et de la confiance en l'avenir.

**Ludovic GERAUDIE**, Secrétaire fédéral.

## ■ MJS

### Renouvellement du collectif fédéral

La deuxième phase du congrès du MJS s'est achevée. Après avoir désigné leurs instances nationales et leur Président, Razzie Hammady, les jeunes socialistes ont effectué le renouvellement de leurs responsables fédéraux.

Le MJS 87, lors de son Assemblée Générale de vote du 20 décembre 2005, a élu :

- Alice FORESTIER, Animatrice Fédérale ;
- Pierre LABANOWSKI, Secrétaire ;
- David JOASSIN, Trésorier.

Sont également membres du collectif fédéral :

- Frédérique AYMARD ;
- Sophie CACOYE ;
- Hugo LE GRILL ;
- Nicolas MOQUAY.

L'action de la nouvelle équipe sera tournée vers l'avenir. Si, évidemment, la campagne présidentielle de 2007 est en ligne de mire, il s'agira plus d'un point de départ que d'une finalité. En effet, le MJS 87 oeuvrera, par ses actions militantes, à riposter sans relâche à la politique de la droite désormais décomplexée. Les jeunes socialistes mènent



notamment le combat pour le retrait du Contrat Première Embauche (CPE).

Cette opposition forte vise à favoriser l'accès au pouvoir de la gauche responsable, dès les prochaines échéances. Le MJS 87 prendra toute sa part dans la réflexion pour le projet des socialistes afin que le PS et les partenaires politiques qui en auront le courage, instaurent une gauche durable, visionnaire et réaliste.

# LIBRES PROPOS

## Liberté d'expression et liberté de croyance

Socialistes, nous réaffirmons avec force que la liberté de la presse et la liberté d'expression sont des fondements de la démocratie. Il paraît utile de rappeler après la montée des actions violentes qui ont fait plusieurs morts dans certains pays, suite à la publication des caricatures de Mahomet dans un journal danois, que ce n'est pas la rue et les États qui peuvent dicter à la presse leur ligne de conduite.

Socialistes, nous respectons le choix de chacun, que l'on soit croyant ou pas. Nous sommes attachés à une République Laïque au sein de laquelle chacun est libre d'exercer le culte de son choix. Nous affirmons que les non croyants ont la

liberté d'affirmer que Dieu, quel qu'il soit est une hypothèse. Le fait d'écrire ou de dessiner n'est pas une volonté de choquer et d'insulter mais simplement le fait d'apporter une vision critique du monde qui nous entoure.

Tous ensemble, nous devons donner tort aux manipulateurs, provocateurs et apprentis sorciers qui n'ont pour seul objectif que de diviser les peuples et les convaincre de l'inévitabilité d'une confrontation violente entre les civilisations, que nous refusons de toute la force de nos convictions.

Construisons collectivement une société du vivre ensemble.

## Carton rouge !

La Fédération Socialiste de la Haute-Vienne est fortement tentée d'adresser un carton rouge à Georges FRECHE pour ses propos affligeants à l'occasion d'une cérémonie sur la tombe d'un ancien dirigeant d'association de rapatriés.

Que Montpellier soit une ville qui compte une très forte communauté originaire d'Afrique du Nord et que les élus socialistes aient des rapports réguliers et confiants avec les membres de cette communauté est une chose naturelle.

Que des harkis (dont leur fameux chef le bachaga BOUALEM), se soient massivement implantés après l'indépendance de l'Algérie à Montpellier, est une réalité connue.

Que Georges FRECHE rappelle que DE GAULLE et son

Gouvernement ont abandonné une grande partie des harkis à un sort tragique après les accords d'Évian, puisque des milliers d'entre eux ont été égorgés correspond bien, hélas, à la vérité historique.

Que Georges FRECHE soit irrité que des harkis se rendent à une cérémonie organisée par des parlementaires se réclamant du gaullisme et oublient de ce fait que ce sont les gaullistes qui les ont abandonnés, on peut le comprendre.

Mais que le Président de la Région Languedoc-Roussillon se laisse aller à de graves dérapages verbaux nous paraît consternant.

## A LIMOGES, la république laïque a le cœur tranquille

Nos camarades socialistes de la municipalité de Limoges ont été salués dans la France entière pour leur sang froid et leur profond respect de la loi républicaine à l'occasion d'une cérémonie de mariage que l'un d'entre eux a refusé de célébrer suite au refus de la mariée de faire apparaître son visage qu'elle dissimulait en grande partie sous une pièce d'étoffe.

L'Adjoint au Maire délégué dans la tâche de célébrer les mariages ce samedi 11 février ne fit aucun excès de zèle, il appliqua objectivement la loi, c'est à dire le code civil qui prévoit que l'Officier d'Etat Civil doit impérativement contrôler

l'identité des deux mariés avant de recevoir leurs consentements.

Parmi les nombreux messages de félicitation reçus par notre camarade, ceux très chaleureux d'élus A.D.S. et U.M.P. du département, qui avait pris soin cependant de faire mettre en berne le drapeau de leurs mairies lors du décès du Pape Jean-Paul II...

La neutralité religieuse et le respect d'une laïcité authentique exigeaient sans doute de la part de ces élus un peu plus de jugement et une vigilance permanente...

## On ne meurt qu'une fois...

BOLKENSTEIN est de retour, dit-on.

Beaucoup d'entre nous pensions benoîtement que depuis le 29 mai 2005, depuis la victoire du non au référendum, le projet de la fameuse directive BOLKENSTEIN était passé aux oubliettes et qu'il ne fallait plus en parler.

Or, voilà que des militants politiques et syndicaux, partisans

du non, nous disent maintenant : «Certes, la directive BOLKENSTEIN est bien morte, mais elle n'est pas encore enterrée !».

Conseillons à ces militants de lire Tristan BERNARD qui écrit un jour : «On ne meurt qu'une fois et c'est pour si longtemps» !

## Visite à Saint-Eloi

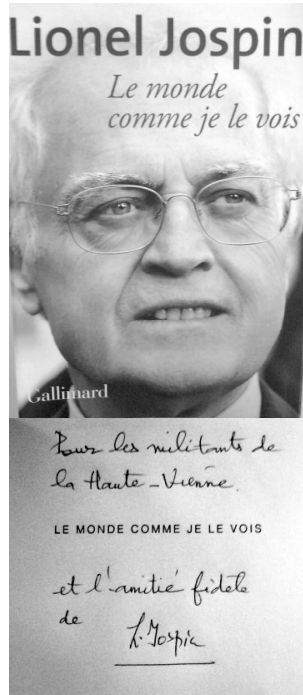
On annonce bientôt que le Ministre de la Santé, un certain Xavier BERTRAND, sera en déplacement dans le département de la Haute-Vienne et il se pourrait qu'on lui ménage pendant son séjour chez nous, une visite à Solignac.

Ainsi donc, le Ministre BERTRAND pourrait aller sur les

traces de Saint-Eloi, se ressourcer sur les bords de la Briance. Un conseil à cette Excellence, élu du département de l'Aisne (berceau des mérovingiens), qu'il ne se prenne pas pour le roi Dagobert et qu'il ne mette pas sa culotte à l'envers !!!

# Lionel Jospin à Limoges

Notre camarade et ancien Premier ministre Lionel JOSPIN était en déplacement à Limoges le 23 février pour présenter son dernier ouvrage intitulé «Le monde comme je le vois». A cette occasion il a rencontré plus de 500 personnes, dont de nombreux militants, avec lesquelles il a pu échanger sur les problèmes du moment. Cette affluence record souligne, s'il en était besoin, l'attachement de la Haute-Vienne à Lionel JOSPIN.



## REUNIONS PUBLIQUES

### Claude ESTIER

Ancien Président du Groupe Socialiste du Sénat

**sera à Limoges le jeudi 2 mars**

**20 h 30 - Salle Blanqui, derrière la Mairie.**

Il animera une conférence sur le thème :

**«Epinay : La refondation du Parti Socialiste»**

Auparavant, il dédicacera son livre "Un combat centenaire 1905-2005" à la Bibliothèque Francophone Multimédia de Limoges à 17 h 30.

### René TEULADE

Ancien Ministre des Affaires sociales et de l'Intégration  
Président du Conseil Economique, Social et Culturel du PS  
Maire, Conseiller général d'Argentat

**sera à Limoges le jeudi 16 mars**

**20 h 30 - Salle Blanqui, derrière la Mairie.**

Il animera une réunion-débat sur le thème :

**«Un autre regard sur le vieillissement»**

## Brèves...

■ Un officier d'état civil de Limoges a refusé de célébrer un mariage car la promise était masquée -pardon, voilée-, d'où impossibilité de s'assurer de son identité (et même de son sexe).

Il n'a fait qu'appliquer la loi.

Gageons qu'il se trouvera quelques bonnes âmes pour le lui reprocher...

■ Le «bouclier fiscal» voulu et voté par la majorité actuelle lors de l'examen de la loi de finances limite à 60% des revenus le montant des impôts payés par le contribuable.

Ce «cadeau» qui profite principalement aux 10 000 contribuables les plus riches coûtera, pour eux seuls, près de 300 millions d'euros au budget.

La bataille contre la fracture sociale est sur le point d'être gagnée !

■ Les enfants du baby-boom des lendemains de la guerre arrivent à l'âge de la retraite.

Villepin et consorts s'attribuent les mérites de la (légère) baisse du chômage qui en découle mécaniquement. Mais ce sont maintenant les caisses de retraites qui seront en grandes difficultés.

Ont-ils des remèdes ?

Affaire à suivre...

■ La «grande» presse en a fait des tonnes quand les Verts ont déclaré qu'ils n'assisteraient pas à la réunion de la gauche du 8 février.

Quand ils ont changé d'avis et s'y sont finalement rendus, seuls de minuscules entrefilets nous l'ont appris.

Il se pourrait que ça gêne des gens, quand la gauche se rassemble !...

■ Cela semble devenir, à gauche, une - mauvaise - habitude : après une consultation démocratique des militants, certains minoritaires contestent très fort les résultats du vote.

Nos amis communistes, Madame Buffet en tête, s'esbaudissaient fort quand seul le PS était atteint de ce mal mais maintenant que c'est leur tour, cela les fait beaucoup moins rire !

■ Pour les ultraconservateurs, les fondamentalistes religieux de tout poil, catholiques, évangélistes, juifs orthodoxes, etc., l'affaire des caricatures de Mahomet est pain béni - si l'on peut dire !

Malraux a dit un jour : «le 21<sup>e</sup> siècle sera religieux...»

Si nous n'y prenons garde, il se pourrait bien qu'il soit surtout intégriste...